

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Marché public de prestations intellectuelles

**Marché public de conception-réalisation à tranches
du logement provisoire du palais de Justice
de Perpignan (66)**

MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Document valant CCAP et CCTP

SOMMAIRE

Table des matières

CHAPITRE I : GENERALITES	4
Article 1 Objet du marché	4
Article 2 Contexte et nature de l'opération	4
2.1. Objet de l'opération de conception-construction	4
2.2. Contenu de la mission	11
2.3. Allotissement	12
2.4. Découpage en tranches	12
Article 3 : Définition des parties	13
3.1. Maître d'Ouvrage	13
3.2. Assistants au Maître d'Ouvrage	13
3.3. Conception et réalisation des ouvrages	13
3.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	14
3.5. Titulaire	14
3.6. Autres intervenants	14
Article 4 : Pièces constitutives du marché	14
4.1. Pièces particulières	14
4.2. Pièces générales	15
Article 5 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité	15
5.1. Obligations de confidentialité	15
5.2. Mesures de sécurité	16
Article 6 : Exécution du marché	16
6.1. Démarrage de la mission	16
6.2. Décomposition du marché	16
6.3. Achèvement de la mission	16
6.4. Documents à fournir par le maître d'ouvrage	16
6.5. Transmission des documents	16
6.6. Gestion électronique des documents	16
Article 7 : Exécution des prestations	17
7.1. Conditions générales	17
7.2. Modalités d'organisation	17
7.3. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique	18
7.4. Délais de vérification	22
Article 8 : Délais et pénalités	22
8.1. Délais	22
8.2. Pénalités et délais d'exécution des phases techniques et de remise des documents	22
8.3. Pénalités pour retard	23
8.4. Prolongation du délai	26
CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT	26
Article 9 : Prix	26
9.1. Répartition des prix	26
9.2. Contenu des prix	26
9.3. Variation des prix	27
9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	27
9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation	27
Article 10 : Modalités de règlement	28
10.1. Avance	28
Acomptes et solde	28

10.1.1. Décompte périodique _____	28
10.1.2. Décompte final _____	29
10.1.3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants : _____	29
10.2. Délais de paiement _____	29

CHAPITRE III : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE_____ 29

Article 11 : Assurances _____ 29

11.1. Responsabilités _____	29
11.2. Assurances _____	30

Article 12 : Arrêt de l'exécution du marché _____ 30

Article 13 : Résiliation du marché _____ 30

13.1. Résiliation du marché _____	30
13.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur _____	30
13.3. Résiliation pour faute du titulaire _____	30
13.4. Résiliation aux frais et risques _____	30

Article 14 : Règlement des différends _____ 31

Article 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts _____ 31

Article 16 : Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés _____ 31

Article 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés _ 31

Article 18 Dispositions relatives aux travailleurs détachés _____ 32

Article 19 Dérogations aux documents généraux _____ 32

Article 1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique, concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L125-1 du code de la construction et de l'habitation, dans le cadre de l'analyse des offres, la conception, l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement et pendant la dépose des modulaires et remise en état du site (tranches optionnelles 1 et 2) du marché de conception, réalisation du relogement provisoire du Tribunal Judiciaire de Perpignan (66).

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations liées au contrôle technique et à l'analyse des offres dans le cadre :

- Du suivi du dialogue compétitif pour la passation du marché de conception-réalisation pendant les phases suivantes :
 - o L'analyse des rendus (initiaux et intermédiaires) des 4 candidats ;
 - o La participation au dialogue et l'assistance au maître d'ouvrage en phase de dialogue ;
 - o La mise au point des programmes fonctionnels et technique et la constitution du dossier final de consultation des entreprises (DCE final) ;
 - o L'analyse des offres finales à l'issue de la consultation ;
 - o La mise au point du marché.
- Suivi de conception, réalisation et de la garantie de parfait achèvement du marché de conception-réalisation pour le relogement provisoire du pôle pénal du tribunal judiciaire de Perpignan sur le site « Abbé Pierre » (66).

Article 2 Contexte et nature de l'opération

2.1. Objet de l'opération de conception-construction

Contexte général

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) est un établissement public administratif spécialisé, placé sous tutelle du ministère de la Justice, qui lui confie la conception et la construction des grands projets immobiliers relevant des différentes directions du ministère (services judiciaires, administration pénitentiaire, ...) sur la France entière.

L'APIJ a été missionnée par le ministère de la Justice afin de réaliser l'opération de réhabilitation-extension du palais de justice Arago situé à Perpignan. L'objectif de cette opération est de regrouper sur un même site, le palais de justice Arago, l'ensemble du tribunal judiciaire, de la cour d'Assises départementale et de la cour criminelle départementale qui sont aujourd'hui éclatés sur différents sites. La complexité de la réhabilitation de l'existant et la parcelle très contrainte pour son extension ont poussé la maîtrise d'ouvrage à opter pour des travaux en site libre.

Par conséquent, dans le cadre de l'opération, un relogement provisoire, par des bâtiments temporaires, du personnel du palais Arago est prévu sur le site de l'avenue Abbé Pierre. Le site est un terrain nu, ancienne friche de la SNCF, en dehors du centre-ville de Perpignan et à proximité de la gare.

L'opération concernée par ce marché est le relogement provisoire en question. Il abritera l'intégralité du pôle pénal du tribunal judiciaire, la cour criminelle départementale et sera relié à la salle d'Assises provisoire déjà construite sur la parcelle voisine.

Le relogement sera mis en œuvre via des constructions temporaires ; il doit durer au moins 3 ans pendant lesquels auront lieu les travaux de réhabilitation et d'extension du palais existant en centre-ville.

Le relogement fait l'objet d'un marché de conception-réalisation passé en dialogue compétitif dont la phase de candidatures est en cours.

Site et situation

Le relogement est prévu dans un bâtiment provisoire qui sera construit sur un terrain nu, propriété du ministère de la Justice, situé au 290 de l'avenue de l'Abbé Pierre à Perpignan. Le site sera désigné par la suite sous le nom « Site Abbé Pierre ».

Le site se situe sur des **anciennes emprises de fret de la SNCF** et de la STEF bordée au nord par le parc **les Jardins de la Basse**, un site de grande qualité paysagère et aux enjeux environnementaux forts.

Ce quartier mixte à dominante habitat s'inscrit dans un projet de mutation continue du tissu urbain à proximité du centre ancien.

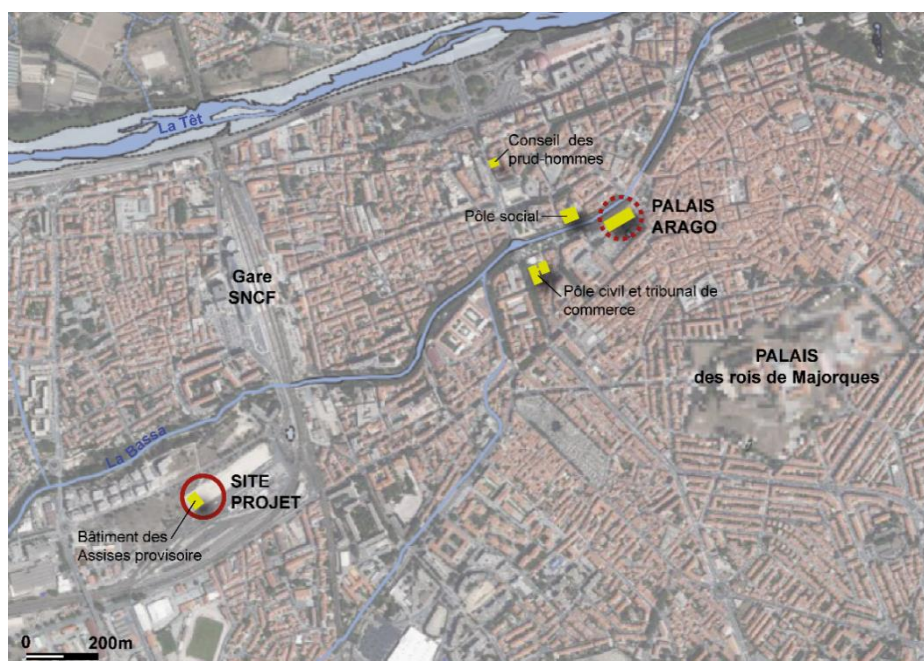


Figure 1 Plan de situation

La parcelle est encadrée en rouge sur l'extrait cadastral ci-dessous. Elle représente une surface de 7001 m² au total, dont une partie est déjà occupé par le bâtiment des Assises provisoires.

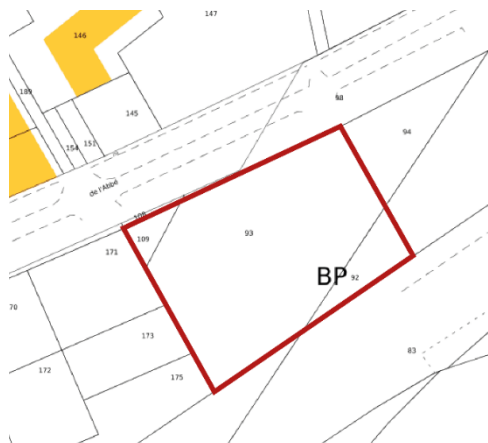


Figure 2 Cadastre (source : www.cadastre.gouv.fr)

La partie occidentale de la parcelle, occupée par les Assises provisoires, représente 3093 m². La partie orientale de la parcelle, dédié au futur bâtiment de relogement, est donc de 3907 m².

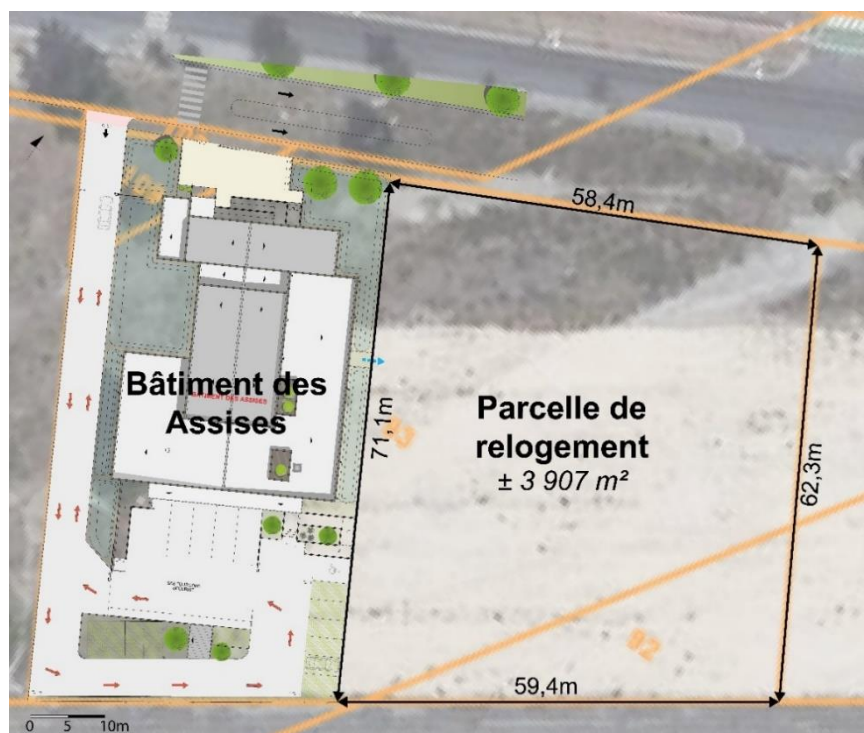


Figure 4 Plan d'occupation de la parcelle



Figure 3 Photographie du site depuis l'avenue de l'Abbé Pierre côté Est

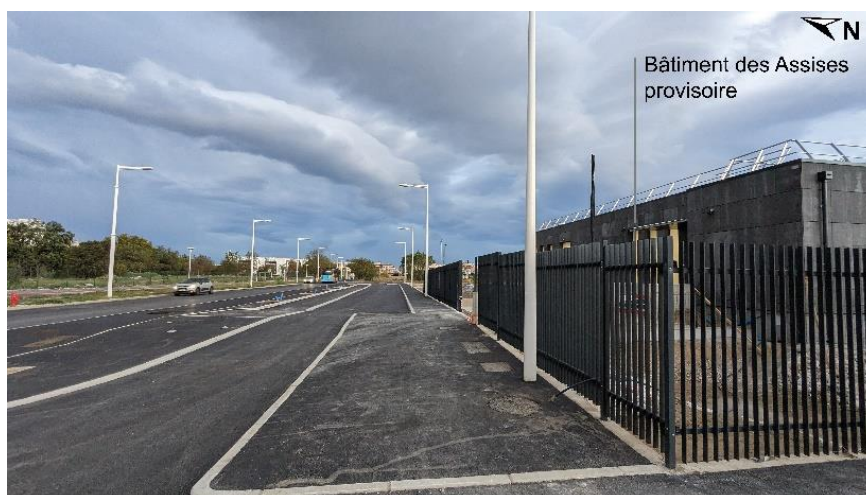


Figure 6 Photographie des Assises provisoires depuis l'avenue de l'Abbé Pierre – côté Ouest



Figure 5 Photographie du site depuis l'espace de stationnement de la salle d'assises provisoires

Présentation de l'opération

Le dossier de consultation comporte la note de synthèse accompagnant l'avis d'appel public à la concurrence pour le marché de conception réalisation « C.0.1_Note_de_synthese ». Cette note présente les grandes caractéristiques de l'opération.

Le dossier de site « D.1.0_Dossier_de_site » est également joint au présent marché.

L'opération consiste dans la construction d'un bâtiment provisoire destiné à accueillir le pôle pénal du tribunal judiciaire de Perpignan et la cour criminelle des Pyrénées Orientales pour une durée de 3 ans environ.

Au vu de la durée de vie projetée du bâtiment, le maître d'ouvrage demande la démontabilité du bâtiment afin de faciliter sa réutilisation partielle ou complète à l'issue de la période d'occupation.

Le démontage et la remise en état du site, une fois les juridictions installées dans le nouveau palais de justice Arago en centre-ville, font l'objet de deux tranches optionnelles dans le marché de conception-réalisation.

Le bâtiment sera un ERP de catégorie 3.

Les grands principes du programme de l'opération, en version provisoire, sont présentés à l'« Annexe 1 au CCTP – Note de synthèse », jointe au présent marché.

Le programme demande de construire 3270 m² de surface utile répartis en quatre espaces différents : des espaces publics, des espaces tertiaires, des espaces sécurisés et des espaces logistiques.

La séparation des espaces et de leurs flux associés les uns par rapport aux autres est une des exigences principales de la programmation du tribunal.

Les espaces publics sont les espaces centraux du bâtiment, accessibles au public sans restriction. Ils sont composés :

- de salles d'audiences publiques ;
- de salles d'audiences de cabinet ;
- du service d'accueil unique du justiciable (SAUJ) comportant notamment des guichets d'accueil pour orienter et renseigner le public et des bureaux en back-office ;
- des bureaux de divers services associés au SAUJ pouvant recevoir du public ;
- de la salle des pas perdus (SDPP), vaste espace de déambulation, desservant l'ensemble des locaux précités et comportant des espaces d'attente à proximité du SAUJ et des salles d'audiences.

Les espaces tertiaires sont des espaces de bureaux, réservés au personnel du Tribunal – magistrats et fonctionnaires. Le public ne peut y accéder que sur rendez-vous notamment dans les services du tribunal tenant audiences dans leurs bureaux (instruction, tribunal pour enfants, application des peines). L'accès à ces zones est sécurisé.

Les espaces sécurisés sont les zones d'attente et les circulations dédiées aux détenus et aux retenus administratifs. Ces zones desservent directement les salles d'audiences et certains services. L'espace est complètement étanche et n'a pas de communication directe avec les espaces publics.

Les espaces logistiques comportent des zones de stockages judiciaires (archives et scellés) et les services support du tribunal (maintenance, courrier etc.).

Il est également demandé au concepteur de relier le futur bâtiment à l'actuel bâtiment des assises provisoires.

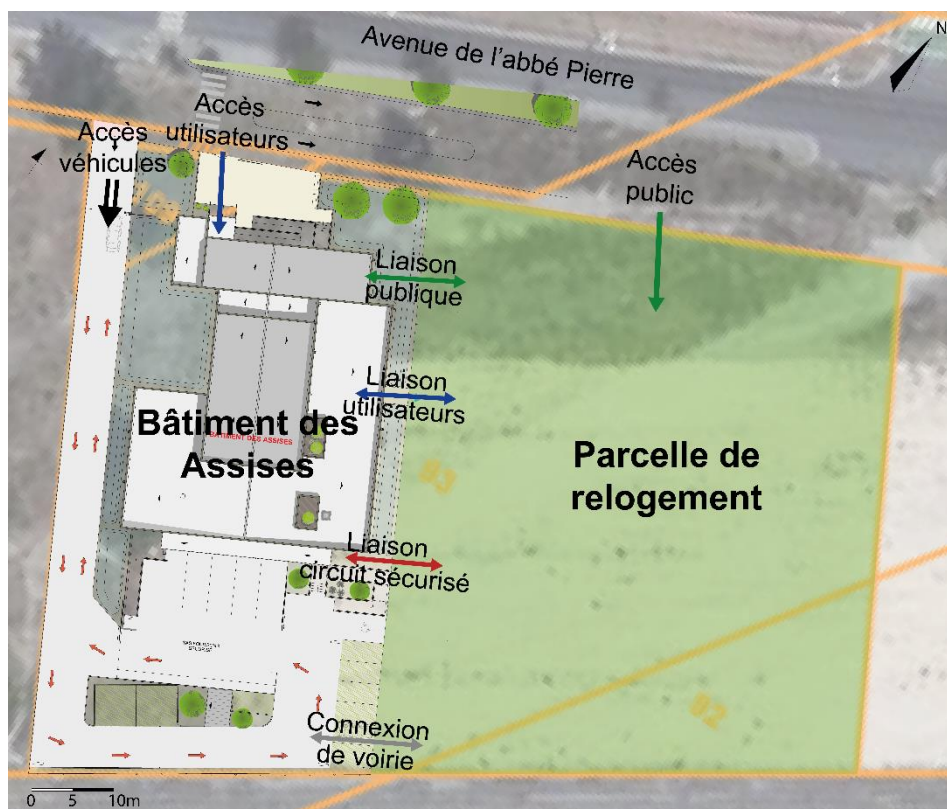


Figure 7 Liaisons projetées entre le futur bâtiment et le bâtiment des assises provisoires

Enfin un tribunal pénal est un lieu sensible qui nécessite donc un haut niveau de sécurité et de sûreté. Ces dernières devront être bien prises en compte dans le projet de tribunal provisoire tant par des dispositifs passifs (clôture, façade, résistance des matériaux, etc.) qu'actifs (vidéosurveillance, alarmes, etc.).

Montant de l'opération

Le montant prévisionnel du marché de conception-réalisation est d'environ **14 millions d'euros hors taxes** (date de valeur : mars 2024).

Marché de conception-réalisation

Le marché est un marché de conception et réalisation passé en application des dispositions des articles L2171-2 et R2171-15 à R2171-22 du code de la commande publique.

Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre. La maîtrise d'œuvre est assurée par un membre du groupement titulaire du marché de conception-réalisation.

Compte tenu de cette spécificité, le marché de conception-réalisation demande une implication du maître de l'ouvrage importante, voire plus importante que lors de procédures traditionnelles, principalement pour deux raisons :

- Comme il s'agit d'un marché de conception-réalisation passé directement avec le groupement choisi, le maître de l'ouvrage doit avoir exprimé avec une totale précision tout ce qu'il attend du futur équipement et il doit donc avoir accompli en amont un travail plus exhaustif.
- Comme le maître de l'ouvrage n'a plus de maître d'œuvre à ses côtés, il ne dispose plus de l'assistance de celui-ci pour le conseiller et agir dans son seul intérêt face aux entreprises lors de la réalisation.

Ces spécificités doivent être prises en compte dans les pièces du marché.

Les missions de maîtrise d'œuvre au sens de la loi MOP sont assurées par les titulaires du marché de conception-réalisation, qui s'y réfèrent explicitement.

En procédure traditionnelle, le maître d'œuvre est tenu dans l'exercice de sa mission à un devoir de conseil envers le maître de l'ouvrage, tout au long de sa mission. Dans le cadre d'un marché de conception-réalisation, ces prestations de maîtrise d'œuvre garantissent des intérêts du maître de l'ouvrage et de la bonne exécution du projet n'existent pas en tant que telles.

Le maître de l'ouvrage devra donc veiller à définir au sein du marché de conception-réalisation une mission de l'équipe de conception tant en phase conception qu'en phase réalisation qui permette au concepteur de jouer pleinement son rôle ainsi qu'en dispose la loi du 3 juillet 1977 sur l'architecture. Le concepteur au sein du groupement, malgré un positionnement différent par rapport au processus classique, effectue un travail de conception et de direction d'exécution des travaux, en la forme d'un autocontrôle.

Ces considérations devront être prises en compte dans le cadre de la mission décrite au présent CCTP. En effet, le titulaire devra faire preuve d'une attention toute particulière dans l'analyse de la conformité au programme et des moyens proposés par les candidats pour garantir la qualité des réalisations.

La procédure de dialogue compétitif

La procédure retenue pour l'attribution du marché de conception-réalisation est le dialogue compétitif, dont le déroulement est décrit dans les articles L2124-4, R2161-24 à R2161-31 du code de la commande publique.

Le dialogue compétitif a pour objectif d'identifier et de définir les moyens techniques, fonctionnels, architecturaux et financiers permettant de répondre au mieux aux besoins de l'opération.

Il portera notamment sur la solution de construction temporaire, le réemploi futur du bâtiment, le planning, l'ambition environnementale et les performances techniques de l'ouvrage.

Le dialogue compétitif fait l'objet d'au moins un tour de dialogue avec au moins un rendu intermédiaire, qui sera constitué de rendus urbain, architectural, fonctionnel et technique. Il sera composé d'un ou plusieurs croquis de plan masse, de perspectives et de croquis relatifs à des éléments particuliers tels que la façade principale du bâtiment de logement, son insertion dans le site, l'expression du dialogue instauré avec les lieux de son environnement, l'aménagement des abords du site, la description des partis pris urbain

et architecturaux -, les principes de fonctionnement du futur palais de justice provisoire, les matériaux utilisés et les ambiances visés, etc...,

Au maximum, quatre candidats seront admis à participer au dialogue compétitif.

Durée de l'opération

Le marché de conception-réalisation comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

La durée prévisionnelle globale du marché de conception-réalisation est de 32 mois y-compris période de garantie de parfait achèvement, sans intégrer les tranches optionnelles. Les tranches optionnelles seront affermies au plus tard 4 ans après la date de réception de l'ouvrage, elles ont chacune une durée de 2 mois. La durée prévisionnelle maximale du marché de conception-réalisation en intégrant un affermissement au plus tard des tranches optionnelles est donc de 70 mois.

La durée estimée du relogement est de 3 ans.

Ledit marché comprend les délais suivants :

- Études de conception : 6 mois ;
- Travaux : 12 mois (y-compris 2 mois d'OPR) ;
- GPA : 14 mois ;
- Travaux de démontage (TO1) : 2 mois
- Travaux de remise en état du site (TO2) : 2 mois

Le marché de conception-réalisation comprend les missions suivantes :

- **M1** – APS - Mise au point de l'Avant-Projet-Sommaire remis lors de la consultation
- **M2** – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- **M3** – APD - Avant-Projet-Définitif
- **M4** – PRO – Études de Projet
- **M5** – EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
- **M6** - VISA-DET - Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- **M7** – TRVX – Réalisation des travaux
- **M8** – AOR - Assistance aux opérations de réception
- **M9** – MOB - Mobilier
- **M10** – SIGN - Signalétique
- **M11** – GPA – Suivi de la Garantie de parfait achèvement
- **M12** – TO1 – Réalisation de la dépose et du conditionnement pour évacuation de l'ouvrage
- **M13** – TO2 – Remise en état du site.

2.2. Contenu de la mission

Les interventions confiées au contrôleur technique qui se dérouleront pour l'essentiel à Perpignan (66), et à l'usine de production des modulaires avec des éventuelles interventions au Kremlin-Bicêtre (locaux de l'APIJ), concernent¹ :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
 - o mission **L**, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
 - o mission **S**, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,
- des missions complémentaires dont les éléments portent sur :
 - o mission **LE**, portant sur la solidité des existants
 - o mission **PS**, portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
 - o mission **P1**, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
 - o mission **F**, relative au fonctionnement des installations,
 - o mission **Ph**, relative à l'isolation acoustique des bâtiments,
 - o mission **Th**, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,
 - o mission **Hand**, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et à la délivrance de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité,
 - o mission **ATT Hand**, relative à la vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux (délivrance de l'attestation)
 - o mission **Av**, relative à la stabilité des avoisinants,
 - o mission **GTB**, relative à la gestion technique du bâtiment,
 - o mission **ENV**, relative à l'environnement,
 - o mission **HYS**, relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments,
 - o mission **CO**, de coordination des missions de contrôle,
 - o mission **HS**, relative au contrôle des éléments de construction fabriqués hors-site comprenant notamment des contrôles en usine sur les ouvrages, parties d'ouvrage ou éléments d'équipement destinés à être incorporés dans la construction,
 - o mission d'assistance à la Maîtrise d'ouvrage à l'analyse des propositions initiales remises par les candidats au concours de conception-réalisation (au nombre de 4), puis d'assistance lors des ateliers de dialogue avec les candidats, puis d'analyse des offres finales, et enfin d'assistance à la maîtrise d'ouvrage lors de la mise à point du projet, selon le périmètre intégral des missions confiées au titulaire dans le présent CCP,
 - o mission **PV**, relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques, avant la réception, telle que décrite dans le document technique COPREC construction n°1 d'octobre 1998,
 - o mission **ATT-RT**, relative à l'attestation thermique,
 - o mission **CABL**, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,
 - o mission **VIEL**, relative à la vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail,
 - o mission **CONSUEL**, relative à la vérification de la conformité des installations électriques avant mise sous tension,
 - o mission **ASC** de vérification réglementaire à la mise ou remise en service des ascenseurs,
 - o mission d'évaluation de la conformité – vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail.
 - o mission **PORT** relative à l'évaluation de la conformité et à la vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail
 - o mission **DEM**, relative à la stabilité des avoisinants en cas de démolition ou démontage des ouvrages existants.

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contenu de ces missions complémentaires est précisé à l'article 6 du présent CCP. Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée ainsi que pendant les tranches optionnelles 1 et 2 si affirmées.

Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance lors de la préparation des dossiers d'autorisation administrative (réunions de travail avec les services instructeurs, préparation des commissions), l'assistance aux visites de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.

2.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4. Découpage en tranches

Le présent marché est découpé en tranches tel que suit :

Tranche ferme :

La tranche ferme couvre l'analyse des offres, la conception, l'exécution des ouvrages, ainsi que la période de garantie de parfait achèvement dans le cadre du marché de conception-réalisation du relogement provisoire du Tribunal Judiciaire de Perpignan. Les missions du contrôleur technique pour cette tranche incluent les missions de base et les missions complémentaires mentionnées précédemment à l'article 2.2 du présent CCP.

Tranche optionnelle 1 :

La tranche optionnelle 1 consiste en une mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de démontage du bâtiment modulaire.

Tranche optionnelle 2 :

La tranche optionnelle 2 consiste en une mission de contrôle technique durant les travaux de remise en état du site

2.4.1. Modalités d'affermissement des tranches optionnelles

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de chaque tranche optionnelle en application de l'Article R.2113-6 du code de la commande publique.

L'affermissement de la tranche optionnelle fera l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur qui sera notifiée au titulaire.

La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 1 pourra intervenir au plus tard dans un délai de 4 ans à compter de la réception de l'ouvrage (TF).

La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 2 pourra intervenir au plus tard dans un délai de 4 ans à compter de la réception de l'ouvrage (TF).

Aucune indemnité de dédit et/ou d'attente ne seront versées au titulaire le cas échéant.

Sauf mention contraire, les dispositions du CCP relatives à une mission M[x], s'appliquent à chaque tranche du marché comprenant cette mission.

2.4.2. Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

2.4.3. Indemnité de dédit

En cas de non-affermisssement des tranches optionnelles par l'acheteur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit au titulaire.

2.4.4. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 3 : Définition des parties

3.1. Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'APIJ. Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ».

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

3.2. Assistants au Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage » ou « conducteur d'opération », suivant les règles de passation prévues par le Code de la commande publique.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet,
- la procédure de permis de construire et des demandes d'autorisations de travaux,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance du titulaire du marché.

3.3. Conception et réalisation des ouvrages

Le marché de conception, réalisation et aménagement du palais de justice provisoire est passé avec un groupement responsable de la conception, de la construction et de l'aménagement. Le marché est un marché de conception et réalisation passé en application des dispositions des articles L2171-2 et R2171-15 à R2171-22 du code de la commande publique.

Les responsabilités du maître de l'ouvrage demeurent inchangées, même s'il a choisi d'engager un processus global. Il n'y a pas de marché spécifique de maîtrise d'œuvre et de fait, les missions de maîtrise d'œuvre au sens du Code de la commande publique sont assurées par les titulaires du marché global, qui s'y réfèrent explicitement.

Le groupement responsable de la conception, de la réalisation et de l'aménagement du palais de justice provisoire prend en charge la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) des études et des travaux en désignant la personne physique responsable de l'équipe en charge de l'exécution de cette mission. L'OPC participe à l'établissement et veille au suivi du calendrier d'exécution des travaux. A ce titre, il vise tous les calendriers détaillés d'exécution produits aux différents stades de conception et de réalisation par le titulaire et est présent à chaque réunion de chantier.

Le groupement responsable de la conception et de la réalisation du palais de justice provisoire prend également en charge la mission de « coordonnateur SSI » (Systèmes de Sécurité Incendie), en nommant une personne qualifiée et accréditée en conséquence, qui le représentera et interviendra, sur les sujets le concernant, lors des phases d'études, d'instruction des demandes d'autorisation administratives spécifiques, puis de réalisation et notamment d'essais techniques des installations. Le titulaire du marché de conception et de réalisation élaborera, à ce titre, un dossier d'identité SSI, comportant l'ensemble des données fonctionnelles et techniques relatives aux systèmes de sécurité incendie de l'ouvrage.

3.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du code du travail. Le marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation », sera attribué parallèlement au présent marché, le nom du coordonnateur S.P.S sera alors communiqué au contrôleur technique.

3.5. Titulaire

Le titulaire s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent CCP. Cette personne, responsable du contrôle de l'opération, est désignée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

En cas de changement de la personne physique responsable du contrôle de l'opération et par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG-PI, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le Maître d'Ouvrage refuse également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

3.6. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants sur la maintenance générale du bâtiment, la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc.

Article 4 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

4.1. Pièces particulières

- L'**acte d'engagement** complété, accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous- traitants désignés au marché (cf. **l'annexe 2 à l'AE** : modèle d'acte de sous-traitance). Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 10.1 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 8 de l'acte d'engagement. et annexes:
 - a. Annexe 1 : Relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission au sens du CCTG – contrôle technique
 - b. Annexe 2 : Formulaire d'agrément des sous-traitants
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.
- décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par cotraitants (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.

4.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de contrôle technique approuvé par décret n°99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes.
- La norme NF P 03-100 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement

Forme des notifications et échanges d'information

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés de notifications et d'échanges d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- ▶ Notification par mail : réponse par mail du titulaire (type : « j'accuse réception ») ;
- ▶ Directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- ▶ Lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

5.1. Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'Article 88 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

5.2. Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

Article 6 : Exécution du marché

6.1. Démarrage de la mission

Le démarrage de la mission du contrôleur technique est déclenché par la notification de son marché.

6.2. Décomposition du marché

Le présent marché est décomposé par phases et par éléments de missions.

6.3. Achèvement de la mission

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent, à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé, du marché de travaux ou à l'issue des prestations des tranches optionnelles en cas d'affermissement de ces dernières.

Par dérogation au délai d'un an fixé à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie de parfait achèvement est de **14 mois** à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Cette période peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, dont le contrôleur technique sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

6.4. Documents à fournir par le maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

6.5. Transmission des documents

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents par voie dématérialisée prévus au présent CCP sous format Word, Excel ou PDF. Il ne sera pas fourni de document au format papier.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Tous les rapports seront remis au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre et au conducteur d'opération.

Chaque dossier peut éventuellement faire l'objet de versions provisoires. Le contrôleur technique établira une version corrigée de son document dans les délais mentionnés à l'Article 88.

6.6. Gestion électronique des documents

Dans le cas où le titulaire du marché de conception-réalisation met en place un système de gestion électronique des documents, la diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par ce système.

Le titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études,
- Dans le cadre de la phase de réalisation des travaux, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions,

Article 7 : Exécution des prestations

7.1. Conditions générales

Le titulaire interviendra dans les conditions fixées par le cahier des clauses techniques générales applicables aux prestations de contrôle technique.

En particulier, conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de contrôle technique, en cas de sous-traitance partielle de sa mission, le titulaire ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur,
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, et fournir une estimation de leur coût,
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution des études et de la réalisation sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet, si une autre personne signe ou contresigne les rapports et avis du titulaire, cette personne est réputée opérer sous la responsabilité personnelle et par délégation de la personne désignée dans l'acte d'engagement.
- le contrôleur technique examinera les documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle,
- le pouvoir adjudicateur du marché prendra les dispositions nécessaires pour :
 - informer, dès l'origine, le groupement titulaire du marché de conception, réalisation et aménagement et, d'une manière générale tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
 - donner au contrôleur technique copie du permis de construire et des autorisations de travaux,
- le titulaire devra utiliser les plateformes de gestion informatique des documents et de diffusion de visa si ce type de système est utilisé.

7.2. Modalités d'organisation

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le contrôleur technique devra organiser son travail de manière à intervenir de façon **permanente** au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification des marchés de travaux et de conception réalisation, durant l'élaboration de chaque phase des études de conception, en cours de réalisation, lors des opérations préalables de la réception, de la levée des réserves éventuelles, jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement et durant les tranches optionnelles si affermies. Ces modalités sont valables pour chacune des phases du projet.

- Dialogue compétitif

Le titulaire du marché analysera **les quatre propositions remises par les groupements à chaque tour du dialogue**.

Il assistera ensuite le maître d'ouvrage lors des **ateliers de dialogue compétitif** (ordre du jour des ateliers, questions à poser au groupement).

Il analyse **les quatre offres finales remises par les groupements** à l'issue du dialogue.

- Études / Travaux

Le titulaire intervient dans le cadre des études et des travaux du relogement provisoire du palais de justice de Perpignan (66).

Un assistant au maître d'ouvrage pourra être chargé du suivi technique et économique du projet jusqu'à la phase de parfait achèvement. Si tel est le cas, le contrôleur technique lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux prestataires.

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions plénières que nécessaires avec les intervenants concernés.

Le titulaire participera aux réunions avec les services instructeurs compétents en matière de sécurité incendie et d'accessibilité. Il établira le compte rendu de ces réunions.

Ces réunions pourront se tenir au Kremlin-Bicêtre (94), à l'éventuelle usine de fabrication « hors-site » de l'entreprise de construction ou à Perpignan (66).

Le titulaire ne pourra réclamer de rémunération complémentaire au titre des déplacements dans ces différents lieux de réunion.

7.3. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique

Les précisions complémentaires ci-après sont apportées au CCTG.

Les missions du titulaire sont décomposées en 5 phases techniques.

Phase 1.1. Analyse des offres, assistance lors du dialogue compétitif

Quatre groupements candidats au marché de conception et réalisation du palais de justice provisoire de Perpignan sont appelés à participer au dialogue. Le titulaire du présent marché remettra un rapport d'analyse pour chaque proposition remise par les groupements. Le titulaire signalera au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de son analyse, les informations manquantes qui lui seraient utiles ou nécessaires. Le titulaire, après l'analyse des propositions à l'issue de chaque tour du dialogue, assistera le maître d'ouvrage lors des ateliers de dialogues : il participera à l'élaboration de l'ordre du jour, proposera au maître d'ouvrage les questions et clarifications à demander à chaque groupement. A la fin du dernier tour du dialogue, les groupements remettront leur offre finale. Les quatre offres finales seront elles-aussi analysées par le titulaire.

Le groupement attributaire sera ensuite défini à l'issue d'un jury. Le rapport d'analyse initial demandé au titulaire du présent marché devra être réactualisé afin de prendre en compte les compléments apportés par les groupements en dialogue, jusqu'à l'attribution du marché de conception et de réalisation.

Le titulaire ne peut prendre aucun contact direct, par écrit ou oralement avec les attributaires au cours de cette phase. Tout manquement à cette règle entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire et l'application des pénalités prévues en cas de manquement aux obligations de sécurité mentionnées à l'article 4.

Phase 1.2 - Contrôle des études de conception des marchés

Le titulaire intervient lors des études de conception du palais de justice provisoire de Perpignan.

- Avant-projet sommaire (APS)
 - Rédaction du rapport initial (visé à l'article 11 du CCTG) sur la base de l'avant-projet sommaire validé par le maître d'ouvrage – établissement du RICT
- Permis de construire (PC) / Autorisations de travaux
 - Avis sur le permis de construire et autorisations de travaux : Rédaction d'un rapport (notamment sur les notices de sécurité/accessibilité prévue par la réglementation sur les établissements recevant du public) avec préconisations de corrections le cas échéant
- Rapport des études des sols

- Avis sur le cahier des charges du géotechnicien (nombre et nature des sondages) et sur le rapport de sol
- Avant-projet définitif (APD)
 - Rapport d'étape et mise à jour du rapport initial
- Projet (PRO)
 - Rapport d'étape et mise à jour du rapport initial

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés, y compris avec le maître d'ouvrage, le groupement. En particulier, **un minimum de 5 réunions** avec la maîtrise d'ouvrage au cours de la phase de conception est à prévoir. De plus, le titulaire participera aux réunions avec les services locaux et/ou départementaux de sécurité. Il établira le compte rendu de ces réunions.

Phase 2.1 - Contrôle des études d'exécution des marchés

Le titulaire intervient dans le cadre des travaux du palais de justice provisoire de Perpignan.

Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle (documents d'exécution et de synthèse notamment),

- Avis sur les documents remis par le groupement ou la personne publique
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
 - Avis sur les documents remis par le groupement ou la personne publique
- Participation à des réunions de mises au point technique
 - Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés
 - Le titulaire devra, avant chaque présentation du projet aux organismes de sécurité incendie, préparer une note synthétique récapitulant l'avis du titulaire sur le projet en matière de sécurité des personnes (mission S). A l'issue de chaque réunion, un compte rendu sera établi par le titulaire.

Phase 2.2 - Contrôle lors de l'exécution des travaux et suivi de la réception des marchés.

Le titulaire intervient dans le cadre des travaux et de la réception des travaux du palais de justice provisoire de Perpignan.

- Avis sur les différents documents remis par les entreprises
 - Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle
 - Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés. Il prévoira au minimum une réunion hebdomadaire
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, **participations obligatoires aux rendez-vous de chantier hebdomadaires.**
 - Le maître d'ouvrage s'engage à donner au titulaire tous moyens lui permettant d'avoir accès au chantier de manière suffisante pour exercer sa mission dans des conditions normales de sécurité et d'efficacité
 - Les visites de chantiers seront hebdomadaires et feront l'objet d'un compte rendu
 - La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estime nécessaires et une estimation du coût de ces essais.

- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Le titulaire adresse directement ses avis au groupement titulaire du marché de conception réalisation et au maître d'ouvrage
- Le contrôleur technique fournira mensuellement au maître d'ouvrage la synthèse des avis formulés
- Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés.
- Il prévoira d'assister au minimum à 2 réunions de chantier par mois
- Il est précisé que le titulaire pourra être amené à effectuer ses visites de contrôle dans l'usine de fabrication « hors-site » du constructeur le cas échéant.
- Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations
 - Le responsable qualifié pour représenter le titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage (cf. article 2.5 du présent CCP) est tenue d'assister aux opérations préalables à la réception
- Établissement du rapport final de contrôle technique (RFCT)
 - Un rapport final de contrôle technique devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par le groupement
 - Des rapports minutes de mise à jour des avis pourront être demandés par le maître d'ouvrage. Ces rapports devront parvenir au maître d'ouvrage dans un délai indiqué à l'article 8 *Délai et Pénalités* du présent CCP
- Établissement du rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)
 - Le rapport de vérification réglementaire après travaux devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par le groupement
- Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
 - le contrôle des ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires
 - la fourniture à l'issue de l'achèvement des travaux visés par les textes (construction neuve ; travaux sur bâtiments existants ; mise aux normes des ERP) et soumis à permis de construire, de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité (selon les articles L 122-9, R 122-30 et R 122-31 du code de la Construction et de l'habitation et l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007 par le ministère du logement et de la ville paru au JO du 21 février 2008). Cette attestation doit être ensuite fournie à l'autorité qui a délivré ce permis par le maître d'ouvrage
- Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité et aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours
 - la participation aux éventuelles visites préalables, rédaction d'un compte rendu des visites et des essais réalisés par les services compétents. Le titulaire participe à chacune des visites des commissions de sécurité et d'accessibilité
 - la rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie avant le passage de la commission de sécurité en vue de la remise du rapport à la commission dans les délais souhaités par les services de secours
- Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves
 - Le contrôleur technique procédera à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux pendant la période de levée des réserves
 - Pour l'exécution de cette phase technique, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués

- Un rapport relatif à la levée ou non des réserves devra être adressé au pouvoir adjudicateur à l'issue du délai attribué au groupement pour la levée des réserves et consigné au procès-verbal de réception
- Etablissement du rapport de vérification des installations électriques avant mise sous tension (1 rapport pour chaque entreprise concernée)
 - Ce document sera à produire pour chaque entreprise concernée, et sera joint à l'attestation de conformité soumise au visa de CONSUEL par l'installateur. La réalisation de cette mission fera application du décret 72-1120 du 14/12/1972 modifié par les décrets n° 2001-222 du 06/03/2001 et n° 2010-301 du 22/03/2010.
- Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques (ensemble de l'établissement)
 - Ce rapport traite de la protection des travailleurs, en application des articles R4226-14 et suivants du code du travail, et sera réalisé selon les conditions définies dans l'arrêté du 26 décembre 2011. Il devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par l'entreprise et le maître d'œuvre.
- Etablissement d'un rapport de vérification des ascenseurs et des portes et portails :
 - La mission porte sur la vérification à la mise ou remise en service des ascenseurs, ainsi que l'évaluation de la conformité et vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail. Il donnera lieu à la remise d'un rapport à la maîtrise d'ouvrage.
- Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées. La mission porte sur :
 - le contrôle des ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires ;
 - la fourniture à l'issue de l'achèvement des travaux visés par les textes (construction neuve ; travaux sur bâtiments existants ; mise aux normes des ERP) et soumis à permis de construire, de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité selon la réglementation en vigueur. Cette attestation doit être ensuite fournie à l'autorité qui a délivré ce permis par le maître d'ouvrage.
- Etablissement d'un rapport de vérification du précâblage informatique téléphonique par rapport aux spécifications contractuelles :
 - La mission porte sur la vérification du précâblage des installations informatiques et de téléphonie telles que décrites au marché de travaux.

Phase 2.3 - Période de parfait achèvement des marchés.

- Le contrôleur technique procédera à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux pendant la période de garantie de parfait achèvement
- Pour l'exécution de cette phase technique, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués
- A la levée des réserves, le contrôleur fournira un rapport d'étape sur les travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement dans les délais indiqués à l'article 8 Délais et Pénalités.
- Le rapport de fin de mission concernant cette phase (à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement ou de sa prolongation) devra être adressé au maître d'ouvrage dans les délais indiqués à l'article 8 Délais et Pénalités.

Phase 2.4 – tranche optionnelle 1

Le contrôleur assistera le maître d'ouvrage durant la phase de démontage, total ou partiel, si cette mission a été affirmée dans le cadre de son contrat.

Le contrôleur technique devra :

- Évaluer les impacts du démontage partiel sur la stabilité du bâtiment et des structures environnantes.
- Réaliser une analyse des contraintes pour vérifier la sécurité des parties non démontées.
- Vérifier la compatibilité des méthodes de démontage avec les normes en vigueur.
- Mettre à jour la notice de sécurité incendie, en tenant compte de la nouvelle configuration du bâtiment après démontage.
- Si le bâtiment doit rester partiellement opérationnel après le démontage, le contrôleur technique devra certifier la solidité des parties conservées.
- Évaluer la stabilité des bâtiments avoisinants après démontage (mission AV).
- Après le démontage, établir un rapport final confirmant que :
 - Les travaux ont été réalisés conformément aux normes en vigueur.
 - Les parties restantes respectent les exigences de sécurité et de solidité.
- Ces missions ne sont pas limitatives. Le contrôleur technique doit :
 - Évaluer tous les documents et les vérifications nécessaires en cas de démontage partiel du bâtiment.
 - Si nécessaire, fournir une nouvelle attestation d'accessibilité, une mise à jour du rapport VIEL, ou tout autre document réglementaire requis.

Phase 2.4 – tranche optionnelle 2

Le contrôleur assistera le maître d'ouvrage pendant cette phase, si elle a été affirmée, pour la remise en état du site en cas de sujets réglementaires, mettre à jour l'attestation d'accessibilité en cas de démontage partiel (mission Hand) et établira un rapport final relatif à cette mission.

7.4. Délais de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

Par dérogation, l'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

7.5 Décision

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI ; par l'acheteur et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 8 : Délais et pénalités

8.1. Délais

Les délais globaux des tranches sont indiqués à l'article 6 de l'acte d'engagement (AE).

8.2. Pénalités et délais d'exécution des phases techniques et de remise des documents

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

8.3. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard.

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Consultation des entreprises			
Fourniture d'un rapport d'analyse initial des 4 offres du marché de conception réalisation	2 sem.	Mise à disposition des offres à l'APIJ.	150 € par jour calendaire de retard
Actualisation du rapport d'analyse de l'offre attributaire	1 sem.	A la demande du pouvoir adjudicateur	150 € par jour calendaire de retard
Examen des documents de conception			
Formulation d'un avis sur la notice de sécurité et d'accessibilité et sur le permis de construire / AT	2 sem.	Réception de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public et de la notice accessibilité	150 € par jour calendaire de retard
Etablissement du RICT	2 sem.	Réception de l'avant-projet sommaire (APS)	150 € par jour calendaire de retard
Formulation d'un avis sur le cahier des charges du géotechnicien	1 sem.	Réception du projet de cahier des charges	150 € par jour calendaire de retard
Avis sur le rapport de sol	1 sem.	Réception du rapport de sol	150 € par jour calendaire de retard
Mises à jour du RICT	2 sem.	Réception du dossier APD et Réception du dossier PRO	150 € par jour calendaire de retard

Elément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Examen des documents d'exécution			
Avis sur les documents remis par le groupement ou le maître d'ouvrage. (ouvrages ou équipements soumis au contrôle)	2 sem.	Réception des documents	150 € par jour calendaire de retard
Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle			
Avis sur les documents soumis au contrôle	2 sem.	Réception des documents	150 € par jour calendaire de retard et par document
Examens visuels	1 sem.	A compter de la visite ou de la réunion de chantier si un point particulier a été soulevé	150 € par jour calendaire de retard
Absence non justifiée à une réunion de chantier ou une réunion pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué		Réunion où l'absence a été constatée	500 € par manquement constaté
Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations			
Rapport Final du Contrôleur Technique		Achèvement du rapport au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Rapport de vérification initiale des installations électriques (VIEL)	1 sem.	Demande du maître d'ouvrage ou plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Rapport de vérification règlement après travaux (RVRAT)		Achèvement du rapport au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Fourniture de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées		Fourniture de l'attestation au plus tard quatre (4) jours ouvrables avant le passage de la commission accessibilité	500 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
Dans le cas où ces réserves ne seraient pas levées par l'entreprise, rappel à l'entreprise des réserves accessibilité restantes		Fourniture au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie		Achèvement du rapport au plus tard quatre (4) jours ouvrables avant le passage de la commission.	500 € par jour calendaire de retard
Rapport minute de mise à jour du RFCT	1 sem.	Demande du maître d'ouvrage	500 € par jour calendaire de retard
Rapport minute de mise à jour du rapport de vérification de sécurité incendie	1 sem.	Demande du maître d'ouvrage	500 € par jour calendaire de retard
Rapport de levée complète des observations du RFCT		Au plus tard 3 mois avant la fin de la période de garantie dite de parfait achèvement ou de sa prolongation.	150 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement			
Rapport d'étape sur la levée des observations GPA	3 sem.	Date de proposition du groupement au maître d'ouvrage de lever les réserves.	150 € par jour calendaire de retard
Rapport de fin de mission	2 sem.	A l'issue de la période de garantie de parfait achèvement ou de sa prolongation	150 € par jour calendaire de retard
Toutes phases confondues			
Mise à jour d'un document suite à reprise d'études du groupement	3 jours	Demande du maître d'ouvrage	150 € par jour calendaire de retard
Mise à jour d'un document	3 jours	Demande du maître d'ouvrage de correction d'un document	150 € par jour calendaire de retard
Absence non justifiée à une réunion pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué		Réunion où l'absence a été constatée (délai de convocation d'une semaine)	500 € par manquement constaté
Rédaction d'un compte rendu incombant au titulaire	1 sem.	Date de la réunion	150 € par jour calendaire de retard
En cas de changement de la personne qualifiée pour représenter le titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage : proposition d'un nouveau responsable	7 jours	Date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. PI.	150€ par jour calendaire de retard
Divers			

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
En cas de non-conformité de l'ouvrage à une disposition réglementaire dont le titulaire devait contrôler l'application et dès lors que cette situation empêche la mise en exploitation de l'ouvrage			15% du montant HT des travaux de mise en conformité
En cas de manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l'article 4			4 000 € par manquement constaté

Nota : En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP (travail dissimulé et aux travailleurs détachés), le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Pénalité pour retard information modification de la domiciliation bancaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur.

8.4. Prolongation du délai

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel.

L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT

Article 9 : Prix

9.1. Répartition des prix

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (DPGF), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, à ses cotraitants.

9.2. Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'Article 5 ci avant.

9.3. Variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après et en fonction de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie - ING publié au moniteur des travaux publics et du bâtiment).

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 4 / I_0 - 4)$$

dans laquelle $I_0 - 4$ et $I_n - 4$ sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations relatives à l'une des missions sont réalisées. Toutefois si la période de règlement de l'acompte (ou d'un paiement partiel définitif) est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux paragraphes [a](#) et [b](#) du présent CCAP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant. Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCAP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

a. En phase études :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par le groupement ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission en cours (M1 à M4).

b. En phase travaux :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la phase R1 relative à « l'assistance et suivi lors de la phase exécution des travaux » de plus de 10% par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette phase.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de la mission R1 indiqué dans l'acte d'engagement.

Article 10 : Modalités de règlement

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

L'utilisation de ce système est obligatoire pour le titulaire.

10.1. Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées par les articles R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique.

Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront, pour chaque élément de mission, au plus à :

- 80% du montant des missions 1.1 et 1.2 (phases analyse des offres et conception et études) et 2.3 (phase GPA) indiquées dans la DPGF,
- 90% du montant des missions 2.1 et 2.2 (Contrôle des études d'exécution et des documents d'exécution des travaux et suivi de la réception) indiquées dans la DPGF.

Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur, qui pourra valider la réalisation des prestations par tout moyen.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque phase et réception par le maître d'ouvrage conformément à l'article 6.4.

10.1.1. Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

10.1.2. Décompte final

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application des pénalités ou de réfections.

10.1.3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation produite sous EDIFLEX et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

10.2. Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

CHAPITRE III : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHÉ

Article 11 : Assurances

11.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

11.2. Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civile et décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité décennale et civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Article 12 : Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 13 : Résiliation du marché

13.1. Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

13.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée est fixé à 1%.

13.3. Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 8822-5 ou R. 8822-7 et R. 8822-8 du code du travail conformément au code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

13.4. Résiliation aux frais et risques

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

Article 14 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

Article 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation pour faute du titulaire, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et./ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux.

Article 16 : Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 18 Dispositions relatives aux travailleurs détachés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R 1263-2-2 du Code du travail.

Article 19 Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.
